

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Service de l'Etat en Vaucluse - DREAL PACA
84905 AVIGNON Cedex 9

Avignon, le 30 Juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS

1420 Route de Carpentras
84130 LE PONTET

Références : D-00363-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2022 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84130 LE PONTET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras 84130 LE PONTET
- Code AIOT dans GUN : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'entreprise GB FOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de potages et soupes sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple,) et le conditionnement de soupe déshydratée (sous la marque ROYCO par exemple).

Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la précédente visite d'inspection (15/04/2019) ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 28/12/2020 (gestion des eaux pluviales)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Numéro du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
3	bruit	Arrêté Préfectoral du 22/06/2000, article 11	Remarque	Sans objet
4	eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Numéro du point de contrôle	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Remarque	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés et des engagements de mise en conformité de l'exploitant, l'Inspection des installations classées ne propose pas de suites administratives relevant de l'article L.171-8-I du code de l'environnement à la suite de cette inspection.

Trois constats conduisent l'Inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives dans un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle N°1 : foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Rappel constats du 15/04/2019 : A l'issue de la dernière visite, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection le rapport de vérification des installations nouvellement mises en place. Par courriel du 17/10/2019, l'exploitant a adressé à l'Inspection le rapport de vérification daté du 21/05/2019. Ce dernier comportait quatre réserves concernant les installations de co-génération exploitées par Engie Cofely. Pour lever ces réserves, des travaux étaient prévus en décembre 2019. Constats du 09/06/2022 : L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés. Par courriel du 09/06/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection la facture acquittée pour les travaux de mise en conformité des dispositifs foudre, ainsi que le dernier rapport de vérification complète des installations (du 05/04/2022) qui indique que ces dernières sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle N°2 : foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent.
Constats : La société qui a réalisé les travaux de mise en conformité des installations de protection contre la foudre en 2019 n'est pas certifiée QUALIFOUDRE à ce jour. L'exploitant justifiera, sous quinze jours, la compétence de la société qui est intervenue en 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle N°3 : bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2000, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs maxim suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 70 dB (A) en période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) ; - 60 dB(A) en période de nuit allant de 22h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés). <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée (ZER) définies par l'AM du 23 janvier 1997 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) ; - 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h (ainsi que les dimanches et jours fériés) ;
<p>Constats :</p> <p>Rappel constats du 15/04/2019 : De nouvelles mesures de bruit étaient prévues au mois de mai 2019 pour évaluer l'impact de l'arrêt de la chaufferie sur le niveau sonore en limite de propriété (non conforme). Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre le rapport de mesures dans les meilleurs délais. Par courriel du 17/10/2019, l'exploitant a transmis le rapport à l'Inspection. Les conclusions de ces mesures étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesures de niveau sonore en période diurne : 100 % conforme ; • Mesures de niveau sonore en période nocturne : 1 point de non-conformité qui se situe au niveau de la station d'épuration (dépassement de 4,5 dB en période nuit) ; • Mesures en zone à émergence réglementée en période diurne : 100 % conforme • Mesures en zone à émergence réglementée en période nocturne : 100 % conforme <p>Par conséquent, il apparaissait donc qu'au niveau de la chaufferie il n'y avait plus de non-conformité en limite de propriété. Pour la partie step, l'exploitant indiquait qu'il devait procéder à l'insonorisation du local technique qui se trouve au rez de chaussée, afin d'améliorer le niveau sonore.</p> <p>Constats du 09/06/2022 : L'exploitant indique que les travaux au niveau de la STEP ont été réalisés: insonorisation du local technique, remplacement des deux turbines des bassins d'aération et mise en place de caissons acoustiques sur chaque turbine. Par courriel du 09/06/2022, l'exploitant a transmis à l'Inspection les factures acquittées pour ces travaux. L'exploitant a également transmis le dernier rapport de mesures de bruit réalisées en mai 2022. Ce rapport fait état de 2 points non conformes en limite de propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un premier point au niveau des tours aéroréfrigérantes (dépassement de 0,5 dB en période jour et 9,5 dB en période nuit). L'exploitant précise que ces dépassements sont dus à un problème technique au niveau du moteur d'une TAR (courroie défaillante). Le problème a été résolu ; l'exploitant indique qu'il va procéder prochainement à de nouvelles mesures de bruit pour vérifier le retour à la conformité. - un deuxième point, toujours au niveau de la STEP, et ce malgré les travaux d'insonorisation réalisés (dépassement de 4 dB en période nuit). L'exploitant indique que ce dépassement est lié au bruit de l'agitation de l'eau dans les bassins qui sont situés en limite de propriété. <p>Les mesures d'émergence en ZER montre un point de non conformité au niveau d'un point en période nocture (émergence mesurée de 5 dB). Ce même point n'avait pas fait l'objet d'une non-conformité lors de la campagne de mesures précédente en 2019.</p> <p>L'exploitant fera connaître à l'Inspection, au plus tard sous 15 jours, la date de la prochaine campagne de mesures de bruit. Le rapport de résultats sera transmis à l'Inspection dès réception.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Point de contrôle N°4 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est délimité en 12 bassins versant, tels que définis par l'étude de gestion des eaux pluviales réalisée par le bureau d'études HYDROSOL Ingénierie, version 1 du 16 novembre 2017 (cf. plan en annexe du présent arrêté, complétée le 25 novembre 2020 (version 3 – dossier 4241 - BV8BIS). Chaque bassin versant dispose des dispositifs listés dans le tableau ci-après. Certains de ces dispositifs sont existants. Pour ceux non existants, l'exploitant doit réaliser les travaux de mise en œuvre selon les échéances fixées dans le tableau ci-dessous.</p> <p>Sur le bassin versant BV10, [...] en cas d'accident ou d'incendie, l'exploitant dispose, sur les bouches aériennes connectées au réseau d'eaux pluviales de ce bassin versant, des obturateurs permettant d'éviter le rejet d'effluents pollués au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant met en place des procédures ou consignes pour confiner les eaux polluées (y compris les eaux d'extinction d'incendie) sur site. En particulier, ces consignes font état des vannes à manipuler. Ces procédures sont testées lors d'exercices in situ, au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés en 2021. Il a transmis à l'Inspection, par courriel du 09/06/2022, les factures acquittées pour ces travaux.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne dispose pas en nombre suffisant de plaques d'égouts pour le bassin versant BV10. La procédure établie pour le confinement des eaux polluées ne tient pas compte des prescriptions propres au BV10. Elle doit être complétée.</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice sur la procédure "confinement des eaux polluées" est prévue dans le cadre des exercices sécurités en septembre 2022. Il n'a pas été réalisé d'exercice en 2021.</p> <p>L'exploitant justifiera à l'Inspection, au plus tard sous 15 jours, la commande de plaques d'égout, et transmettra, dans le même délai, la procédure de confinement des eaux polluées complétée.</p> <p>Un compte-rendu de l'exercice réalisé en septembre prochain sera également transmis à l'Inspection. Pour rappel, ce type d'exercice devra être réalisé au moins une fois par an, et devra faire l'objet d'une consignation par écrit.</p> <p>D'autre part, l'Inspection a formulé les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• il est judicieux d'indiquer sur chaque vanne d'isolement le sens de fermeture ;• les outils nécessaires à la fermeture des vannes doivent être disposés en nombre suffisant sur le site et au plus près des ouvrages ;• Le bon fonctionnement de l'ensemble des vannes doit être testé régulièrement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet